

Un livre à la limite d'être censuré : « Mais qui sont les assassins de l'école française ? »

L'auteur de ce livre, Nicole Barjon, rédactrice en chef adjointe de l'Obs, n'est jamais qu'un lanceur officiel d'alerte, c'est à dire qu'elle a pour mission de récupérer une vérité gênante en train de devenir rumeur publique, et de lui donner une existence officielle *en tant que personnalité liée aux médias*, de manière à faire croire que l'information donnée aux citoyens est complète et qu'elle n'est pas biaisée

Par rapport au très lourd dossier révélé semaine après semaine dans des documents signés Ortograf-FR, le livre de Nicole Barjon ne montre même pas le centième de l'iceberg, *mais il a l'énorme avantage d'officialiser une idée qui était impensable tant qu'elle n'était exprimée que par un vulgaire professeur de lycée* : il montre par des faits précis **comment une véritable mafia dicte sa loi aux ministres, aux appareils politiques, aux enseignants, au grand public grâce notamment à une parfaite complicité des médias**

Pour qui veut voir plus loin que son nez, la question « Mais qui sont les assassins de l'école française ? » en amène automatiquement une autre, fort délicate : « Mais qui sont les

prochains assassins de l'école française ? ».

Un tout petit embryon de réponse à cette question se trouve déjà à la fin du livre de Carole Barjon, pages 198-199 :

« Quant à Nicolas Sarkozy, avant même son élection en 2007, il avait conclu un pacte de non-agression avec la puissante FSU, première fédération de syndicats de la fonction publique d'Etat, de sensibilité communiste »

« Pendant sa campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy tirera parti (...) du soutien que lui apportera en sous-main la FSU »

« Dès son installation à l'Elysée, le nouveau président s'est du reste empressé de supprimer trois décrets pris par Gilles de Robien qui instauraient la bivalence des enseignants et allongeaient leur temps de travail »

Le livre de Carole Barjon démasque ainsi officiellement la parfaite complicité des Fillon, Genevard, Sarkozy avec leurs pseudo-adversaires, les syndicats d'enseignants, responsables au premier chef de l'assassinat de l'école française, alors même qu'ils font croire le contraire à leurs électeurs

Pour la bonne bouche, les prochains assassins de l'école française ont déjà réussi un exploit exceptionnel dans le registre « plus menteur que moi tu meurs »

a) Au départ, Sarkozy, pour entretenir ses bonnes relations avec les syndicats d'enseignants, supprime les cours du samedi matin dans les écoles primaires, à la rentrée 2008

Les médias se chargent de camoufler cette prévisible réduction pure et simple du temps de travail des enseignants en annonçant pour l'instant que « Nicolas Sarkozy met en place du soutien scolaire pour les élèves en difficulté »

b) Suite aux élections de 2012, Vincent Peillon sitôt nommé ministre, annonce le rétablissement de la semaine scolaire sur quatre jours et demi. Les syndicats protestent par des grèves

Pour cacher leur compromission avec Nicolas Sarkozy, *le journal de 20 heures du 12 février 2013 invente de toutes pièces, séquence filmée à l'appui, une fabulation selon laquelle les syndicats auraient protesté en masse contre la suppression des cours du samedi matin par Nicolas Sarkozy en 2008*

c) Dans la perspective des élections de 2017, le prestigieux Jean-Paul Brighelli, auteur méritant du livre : « La fabrique du crétin. La mort programmée de l'école française » (2005), ne manque pas de se joindre à la bande des menteurs en imputant à Vincent Peillon

une déstabilisation des rythmes scolaires due en réalité à Sarkozy

d) Des alertes comme celle que vous avez sous les yeux ne touchent qu'une infime partie du public. Annie Genevard, députée LR chargée du projet de la droite pour l'école, peut donc ainsi entrer dans la ronde des menteurs sans aucun risque, et reprendre à son compte le mensonge selon lequel la réduction du temps passé à l'école serait due à la gauche.

Voir : « Le problème du périscolaire et la tromperie d'Annie Genevard, députée LR »

e) Pour compléter la série de mensonges des prochains assassins de l'école, SOS-Education en rajoute une couche en lançant fin 2011 une fausse pétition, dont le but réel est de faire accepter la suppression de 75000 postes d'enseignants en cinq ans qui vient d'être décidée par Sarkozy.

Le mensonge consiste à faire croire que les 75.000 postes supprimés seront uniquement des postes d'enseignants détachés dans le syndicalisme, et donc que la qualité de l'accueil des enfants n'en souffrira pas ! Ce mensonge annonce le thème débile repris par Fillon pour les primaires de la droite en 2016 : 500.000 fonctionnaires de moins en cinq ans »